

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLAMME ASSAINISSEMENT

12 rue Jean Messenger
CS 80149 HAUMONT
59600 Maubeuge

Références : -
Code AIOT : 0007002861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement FLAMME ASSAINISSEMENT implanté Rue de la Chapelle 59940 Estaires. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a porté sur le contrôle de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2001 et plus particulièrement sur le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux. Un retour a également été réalisé sur les observations de la dernière inspection en date du 5 avril 2022.

Elle a été complétée par une visite des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAMME ASSAINISSEMENT
- Rue de la Chapelle 59940 Estaires
- Code AIOT : 0007002861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLAMME ASSAINISSEMENT exploite un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux situé sur le territoire de la commune d'ESTAIRES. Elle est spécialisée dans les activités de vidange, pompage, curage et nettoyage de fosses ou de canalisations, débouchage, nettoyage industriel et balayage de voiries. Elle intervient auprès des industriels, des collectivités et des particuliers.

Les installations comprennent :

- un hangar abritant les activités d'entretien des camions d'assainissement et une zone de parking ;
- un quai de curage ;
- une zone de regroupement de graisses stockées en cuve sur rétention étanche ;
- un hangar où sont regroupés les déchets dangereux (eaux hydrocarburées en provenance de déshuileurs) et les eaux de curage des véhicules les ayant transportés, ainsi que des boues de matières de vidange non dangereuses. Les déchets sont stockés en cuves et isocontainers dans une rétention étanche ;
- une station de distribution de carburant.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 11 octobre 2001. En 2020, il a fait l'objet d'un changement de dénomination. L'ancien nom était DETRE ASSAINISSEMENT.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 1.1	Sans objet
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 3	Sans objet
3	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 9	Sans objet
4	Origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 11.1	Sans objet
5	Autres rejets - Pluvial	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 16.6	Sans objet
6	Autres rejets -	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Rejets vers la STEP	article 16.6	
7	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 18	Sans objet
8	Mesure des niveaux des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 21.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est autorisé pour les rubriques 167 A, 167 C et 322 A. Or, ces 3 rubriques n'existent plus.</p> <p>L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2001 indique que les installations autorisées sur le site comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bâtiment abritant un garage de véhicules, un garage d'entretien mécanique, un magasin ; - une station de curage et lavage des fonds de citernes (ayant contenu des résidus urbains ou des déchets inertes) sur dalle étanche, avec dégrillage, débouage et déshuilage ; - une zone de stockage des graisses alimentaires sur dalle étanche et rétention (25 m3) ; - une station de lavage pour nettoyage des véhicules et machines ; - un local technique pour la distribution et le stockage de fuel et gazole ; - un hangar de curage et lavage des fonds de citerne ayant contenu des déchets industriels spéciaux ; - une zone de stockage de déchets industriels en conteneurs sous abri (120 fûts). <p><u>Reclassement</u></p> <p>Suite au décret 2010-369 du 13 avril 2010 qui a modifié certaines rubriques concernant le traitement des déchets de la nomenclature des installations classées, l'exploitant s'est positionné</p>

sur les nouvelles rubriques par courrier du 5 janvier 2011. Les rubriques et les quantités ont été prises en compte lors de l'inspection du 12 octobre 2012 et actées dans le rapport. Suite à l'inspection, FLAMME ASAINISSEMENT a demandé par courrier du 2 janvier 2013 la modification de certaines quantités : la rubrique 2718 baisse de 40 à 19 t, la 2795 baisse de 25 à 20 m³/j et la 2716 augmente de 170 à 200 m³. Ce reclassement a été confirmé par l'exploitant par un courrier de demande de bénéfice des droits acquis en date du 23 mai 2016.

Rubriques principales :

- 2718-1: Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.

1) La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t

La capacité de stockage est de 19 t (passé à 35 t en 2023, voir constat ci-dessous) -> Autorisation

- 2795-a : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 ou de déchets dangereux.

La quantité d'eau mise en œuvre étant supérieure ou égale à 20 m³/j -> Autorisation

- 2716-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.

La capacité de stockage est de 200 m³ : Quai de curage + zone d'égouttage -> déclaration

- 2791-2 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.

La quantité de déchets traités étant inférieure à 10t/j : Installation mobile de traitement physico-chimique de graisses et boues de matières de vidange. (Camion de floculation)

- La quantité de déchets traitée est inférieure à 10 t/j -> déclaration

Constats :

Constat de l'inspection du 04/02/2022

- 2718-1 : l'établissement regroupe et assure le transit d'eau hydrocarburée provenant du curage des déshuileurs. Cette activité a augmenté et afin d'optimiser les évacuations vers un

établissement de retraitement, la cuve de stockage de 19 m³ a été remplacée par une cuve de 23 m³. Il est également stocké quelques cuves IBC de 1 m³ contenant des eaux polluées par des hydrocarbures qui proviennent d'opération d'assainissement suite à des épandages sur des sites industriels ou à des curages de cuves.

L'exploitant transmettra à monsieur le préfet du Nord un porter à connaissance concernant l'augmentation du volume de stockage de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718-1 : cuve de 23 m³ de mélange d'eau et d'hydrocarbure, plus les IBC d'eau souillée par des produits pétroliers. Dans son courrier du 23 mai 2016 de demande de bénéfice des droits acquis, l'établissement avait mentionné une capacité de stockage de 19 tonnes.

Le seuil de l'autorisation pour la rubrique 2718-1 est d'une tonne et l'augmentation du volume stocké est supérieure à ce seuil. Il est donc nécessaire de joindre au porter à connaissance un Cerfa n° 14734 "Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une étude d'impact".

Constat de l'inspection du 6 octobre 2025

L'exploitant a transmis, à Monsieur le Préfet du Nord , par courrier du 21 mars 2023 un porter à connaissance accompagné d'un CERFA d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une étude d'impact.

La demande porte sur le passage de la capacité de stockage de déchets dangereux de 19 à 35 t : cuves de 23, 3 et 5 m³ et 4 m³ en fûts dans une rétention étanche de 40 m³.

Après examen, le cas par cas a fait l'objet de la décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact n°2023-3012 du 2 octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Zone de chalandise et code déchets autorisés

Prescription contrôlée :

Les déchets admis sur le site proviennent exclusivement de la région Nord-Pas-de-Calais, et des régions limitrophes, dans une zone de 100 km autour d'ESTAIRES.

[tableau des codes déchets qui peuvent être admis sur le site]

Constats :

La déclaration GERE 2024 a été examinée avec l'exploitant au cours de l'inspection. Celle ci fait apparaître des déchets entrants provenant de Belgique : 1,94 t de 16 07 08* « déchets contenant des hydrocarbures » et 16,16 t de 20 03 06 « Déchets provenant du nettoyage des égouts ».

La Belgique est en dehors de la zone de chalandise autorisée. De plus, des procédures de transferts transfrontaliers de déchets sont nécessaires.

Suite à cette remarque, l'exploitant a indiqué, lors de la synthèse faite en fin d'inspection, qu'il ne réalisait pas de travaux d'assainissement hors de France et a transmis, par mail du 7 octobre 2025, le listing complet des déchets ayant transité par Estaires en 2024 et il n'y figure pas d'opération en Belgique. Il y a donc un écart inexpliqué entre la déclaration GERE et le listing des opérations du site.

Par ailleurs, la déclaration GERE mentionne des codes déchets qui ne figurent pas dans le tableau des déchets admissibles figurant à l'article 3 de l'arrêt d'autorisation.

Cet arrêté date de 2001 et depuis les codes ont évolué. La remarque a déjà été formulée lors de l'inspection du 8 décembre 2010 « Les codes déchets ne sont plus à jour (article R541-7 du Code de l'Environnement). + L'exploitant a fourni cette mise à jour le 13/12/2010. ». L'inspecteur désormais en charge du suivi du site n'a pas été en mesure de retrouver le courrier du 13 décembre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de veiller à l'exactitude de sa déclaration annuelle GERE et au respect de la zone de provenance des déchets.

Suite aux évolutions, depuis 2001, de la liste de codification des déchets (article R541-7 du Code de l'Environnement) et des pratiques du site, il conviendrait de transmettre un porter à connaissance, à Monsieur le Préfet du Nord, afin de mettre à jour la liste des déchets transitant par l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 9

Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel

Prescription contrôlée :

L'exploitant établira chaque année pour le 31 janvier de l'année suivante, un bilan de fonctionnement de son centre. Ce bilan fera apparaître, les quantités de déchets reçus et sortis, en fonction de leur nature, leur origine et leur destination.

<p>Ce bilan doit également exposer les résultats des moyens de surveillance de l'environnement (analyses, mesures...) effectués en application des dispositions du présent arrêté, les éventuels incidents.</p> <p>Ce bilan est transmis à monsieur le préfet, accompagné des commentaires nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet régulièrement son rapport d'activité.</p> <p>Pour 2024 : reçu le 7 février 2025 à la préfecture du Nord.</p> <p>Le bilan comporte les éléments attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Origine de l'approvisionnement en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 11.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau utilisée pour les activités du site provient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du réseau de distribution à hauteur de 800 m³/ an maxi, - des eaux pluviales de toiture qui sont récupérées dans une fosse de 50 m³.
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vu le registre de suivi de la consommation d'eau de ville → moins de 200 m³ en 2024. - l'eau de remplissage des camions de curage et l'eau de lavage des citernes provient essentiellement des eaux de toiture récupérées dans la fosse de 50 m³, d'où la faible consommation d'eau de ville.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Autres rejets - Pluvial

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 16.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets autres que les rejets domestiques doivent respecter les valeurs maximales reprises dans le tableau à la page 17 bis.</p>

<p>Tableau page 17 bis : concentration maxi des eaux pluviales</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 30 mg/l - DCO : 60 mg/l - DBO5 : 30 mg/l - HC : 10 mg/l - Métaux totaux : 10 mg/l
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de voiries ont été analysées le 28/01/25 par SOCOR</p> <p>Les résultats sont conformes aux VLE</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 7,3 mg/l - DCO : 25 mg/l - DBO5 : 4 mg/l - HC : 1,6 mg/l - Métaux totaux : 0,4 mg/l
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Autres rejets - Rejets vers la STEP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 16.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets autres que les rejets domestiques doivent respecter les valeurs maximales reprises dans le tableau à la page 17 bis.</p> <p>Le raccordement doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau public, en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique.</p> <p>Une convention fixant les conditions administratives, techniques et financières de raccordement doit être établie.</p> <p>Elle fixe les conditions de surveillance du fonctionnement de la station d'épuration collective recevant l'effluent industriel et notamment le rendement de l'épuration entre l'entrée et la sortie de la station.</p>
<p>Constats :</p>

Convention avec la STEP

FLAMME Assainissement a une convention de rejet avec la STEP de LA GORGUE du SIDEN-SIAN Noréade Assainissement en date du 2 janvier 2017.

Toutefois, par courrier du 22 septembre 2025, SIDEN-SIAN Noréade Assainissement a transmis à la DREAL, la copie d'un courrier daté du même jour, adressé à l'exploitant et notifiant la dénonciation de la convention avec un préavis d'un an. SIDEN-SIAN invoque des retards dans la transmission de l'autosurveillance, des dépassements des valeurs limites de rejets (DCO et hydrocarbures) et indique qu'en conséquence, il est nécessaire de revoir les conditions de déversement vers ses ouvrages.

FLAMME Assainissement a indiqué qu'une nouvelle convention de rejet était en cours de discussion avec Noréade Assainissement.

Respect des valeurs limites de rejet

L'examen des déclarations GIDAF depuis début 2025 fait apparaître des écarts dans le respect des VLE et des volumes de rejet :

- Janvier : pas de volume journalier, analyse du 31/01 → Absence de la valeur du débit lié à un défaut du boîtier enregistrant les valeurs
- Février : pas de volume journalier, pas d'analyse → Absence de la valeur du débit lié à un défaut du boîtier enregistrant les valeurs + Absence d'une analyse mensuelle
- Mars : pas de volume journalier, dépassement sur les HC 13 mg/l pour 10 mg/l → Absence de la valeur du débit lié à un défaut du boîtier enregistrant les valeurs + Absence d'une analyse mensuelle
- Avril : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 10 m³ pour une limite de 4 m³/j. MES 883 pour 600 mgl, DCO 2700 pour 200 mg/l, **analyse faite le 13 mai (?)**
- Mai : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 10 m³ pour une limite de 4 m³/j, dépassement sur les Hc 21 mg/l pour 10 mg/l, **analyse faite le 3 juin (?)**
- Juin : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 17 m³ pour une limite de 4 m³/j, dépassement sur les HC 33 mg/l pour 10 mg/l, MES 6556 pour 600 mg/l, DCO 3200 pour 2000
- Juillet : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 7 m³ pour une limite de 4 m³/j
- Août : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 7 m³ pour une limite de 4 m³/j
- Septembre : des dépassements des volumes journaliers jusqu'à 10 m³ pour une limite de 4 m³/j

L'exploitant a indiqué avoir eu des problèmes avec le boîtier enregistrant les valeurs de débit en début d'année. Le problème a été résolu par le remplacement de celui-ci.

Les analyses sont parfois faites en retard. Toutefois, il faut noter que la STEP demande une

analyse par mois pour une par trimestre pour l'arrêté préfectoral (Cf point n°7 - Article 18 de l'AP).

La dernière analyse date du 18/09/25 par SOCOR. Toutes les VLE sont respectées : MES 184 mg/l pour 600 mg/l , DCO 420 mg/l pour 2000 mg/l, HC 1,2 mg/l pour 10 mg/l et MEX 8,4 pour 10 mg/l.

Le volume de rejet journalier est fréquemment en dépassement, mais la moyenne mensuelle reste inférieure à la VLE de 4 m³/j. Le volume demandé lors de l'autorisation initiale semble trop faible, car il correspond à peine à la vidange d'un camion par jour.

Mai : 110 m³ de rejet dans le mois, moyenne de 3,55 m³/j

Août : 51 m³ de rejet dans le mois, moyenne de 1,65 m³/j

Septembre : 63 m³ de rejet dans le mois, moyenne de 2,10 m³/j

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Convention avec la STEP

Il est nécessaire que l'exploitant dispose d'une convention de rejet vers la STEP en cours de validité. Une copie de la nouvelle convention sera transmise dès sa signature.

Respect des valeurs limites de rejet

L'exploitant doit veiller au respect du volume et des valeurs limites de rejets, ainsi qu'à la régularité des analyses demandées dans sa convention de rejet avec la STEP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de la surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :

Rejets B : paramètres et fréquences

pH : Hebdomadaire

MES : Trimestrielle

DCO : Trimestrielle

HC : Trimestrielle

<p>MEX : Trimestrielle</p> <p>Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.</p> <p>L'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandées dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Ph est mesuré en continu et enregistré, ainsi que le débit → Vu l'automate</p> <p>Les autres paramètres sont mesurés, conformément à la convention de rejet avec la STEP, chaque mois par le laboratoire SOCOR qui est COFRAC.</p> <p>L'exploitant renseigne régulièrement GIDAF et y intègre les rapports d'analyse mensuels</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesure des niveaux des émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 21.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. La première mesure doit intervenir au plus tard un an après la mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les niveaux sonores ont été vérifiés par SOCOTEC les 10 et 11/06/25.</p> <p>Les mesures sont conformes en limites de propriété et en émergences.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>